

Communiqué de presse

Les PDG du secteur énergétique interpellent les dirigeants canadiens : un plan d'urgence pour renforcer la souveraineté économique demandé.

- Des PDG représentant l'industrie énergétique canadienne ont publié une lettre adressée aux dirigeants politiques fédéraux du Canada exposant un plan d'action urgent visant à renforcer la souveraineté économique canadienne grâce à notre secteur énergétique.
- Cette lettre ouverte appelle à une restructuration réglementaire rapide et ambitieuse de la réglementation afin de permettre des investissements dans les infrastructures essentielles du pétrole et du gaz naturel à travers le Canada.

OTTAWA, Ontario – **19 mars 2025** – Ce matin, une lettre ouverte signée par 14 PDG des quatre plus grandes entreprises de pipelines et des dix plus grandes entreprises pétrolières et gazières a été remise aux chefs des partis politiques du Canada. Cela fait suite aux interrogations sur la façon dont le Canada peut réagir aux défis croissants liés à la sécurité énergétique mondiale et au besoin urgent de stratégies énergétiques pragmatiques.

Pour lire l'intégralité de la lettre et consulter la liste des signataires, veuillez visiter : <http://www.tcenergy.com/open-letter-to-party-leaders>

Bâtir le Canada maintenant

« Il est temps pour les Canadiens de revendiquer notre souveraineté économique. Au cours des derniers mois, chacun d'entre nous s'est vu demander ce qu'il fallait faire pour que le Canada maîtrise son avenir économique, et ce que nous pouvons faire pour nous assurer un accès complet aux marchés et échanges mondiaux. Nous affirmons qu'il est temps de retrousser nos manches en tant que pays et de construire la structure énergétique nécessaire », a déclaré Adam Waterous, président exécutif de Strathcona Resources Ltd.

« Les Canadiens reconnaissent désormais la nécessité de faire croître notre secteur énergétique et de construire des infrastructures, y compris de nouveaux pipelines de pétrole et de gaz naturel ainsi que des terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Ils souhaitent une initiative nationale pour défendre nos produits et pipelines, et maximiser le potentiel de nos ressources naturelles. Tout le monde souhaite que notre pays continue à prospérer et que notre économie axée sur l'exportation se développe », a-t-il ajouté.

Le Canada possède d'immenses réserves de pétrole et de gaz naturel, et des prévisions crédibles indiquent que ces ressources resteront parmi les principales sources d'énergie dans le monde pour les décennies à venir. Le Canada peut répondre à ses propres besoins domestiques tout en exportant à l'échelle internationale. Le pays a la possibilité d'être un leader dans la sécurité énergétique mondiale en fournissant une énergie abordable, à faibles émissions, produite de manière démocratique et responsable. Le Canada peut rivaliser avec n'importe quel grand producteur d'énergie mondial.

« Pour concrétiser cette opportunité au Canada, il faudra une collaboration entre l'industrie, le gouvernement et les Canadiens. À ce jour, le gouvernement fédéral ne dispose pas des bonnes politiques ni du cadre réglementaire approprié pour soutenir les investissements dans le pétrole et le gaz naturel. Les délais dans les processus d'autorisation pour les infrastructures critiques entraînent souvent des pertes de milliards de dollars pour les Canadiens en opportunités ratées. Il est temps que les choses changent. Ce sont des obstacles que nous nous sommes imposés nous-mêmes et qu'il faut désormais lever », a déclaré François Poirier, président et directeur général de TC Énergie.

Un plan d'action pour les dirigeants canadiens

La lettre propose un plan clair avec cinq mesures clés. Pour permettre l'expansion du secteur pétrolier et gazier et la construction d'infrastructures énergétiques, les dirigeants politiques fédéraux canadiens doivent :

- **Simplifier la réglementation.** La Loi sur l'évaluation d'impact et l'interdiction des pétroliers sur la côte ouest nuisent au développement et doivent être révisées et simplifiées. Les processus réglementaires doivent être rationalisés, et les décisions doivent résister aux contestations judiciaires.
- **S'engager à respecter des échéanciers précis pour l'approbation de projets.** Le gouvernement fédéral doit réduire les délais réglementaires afin que les grands projets soient approuvés dans les 6 mois suivant leur demande.
- **Augmenter la production.** Le plafond non légiféré sur les émissions imposé par le gouvernement fédéral doit être supprimé afin de permettre au secteur d'atteindre son plein potentiel.
- **Attirer les investissements.** La tarification fédérale du carbone aux grands émetteurs n'est pas concurrentielle à l'échelle mondiale et devrait être abrogée pour permettre aux gouvernements provinciaux d'établir des réglementations sur le carbone plus adaptées.
- **Encourager les opportunités de co-investissement autochtones.** Le gouvernement fédéral doit offrir des garanties de prêts à grande échelle pour permettre à l'industrie de créer des opportunités de propriété des infrastructures et d'accroître la prospérité des communautés autochtones, afin qu'elles bénéficient des projets de développement.

Tous les PDG signataires de la lettre sont prêts et disposés à collaborer afin que les projets énergétiques puissent avancer rapidement et que la construction des infrastructures essentielles puisse débuter, dans l'intérêt du Canada et de tous les Canadiens.

-30-

Demandes médias :

Relations médias

media@tcenergy.com

403-920-7859 ou 800-608-7859